La comparaison des justiciables

Principe

Le code du travail avait posé le principe de la comparution personnelle jusqu'au décret 2016-660 du 20 mai 2016 publié le 25 mai 2016. Désormais l'article R1453-1 dispose <<Les parties se défendent elles-mêmes. Elles ont la faculté de se faire assister ou représenter.>>

- Les personnes physiques comparaissent personnellement ou se font représenter par une des personnes énumérées à l'article R.1453-2 du code du travail.
- Les personnes morales comparaissent en la personne de leur représentant légal ou en la personne d'un représentant énuméré à l'article R.1453-2 du code du travail.

La loi Macron a défini le statut du défenseur syndical

L'article L. 1453-4. du code du travail dispose: <<Un défenseur syndical exerce des fonctions d'assistance ou de représentation devant les conseils de prud'hommes et les cours d'appel en matière prud'homale. << Il est inscrit sur une liste arrêtée par l'autorité administrative sur proposition des organisations d'employeurs et de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, national et multiprofessionnel ou dans au moins une branche, dans des conditions définies par décret.>>

Textes

L'article R.1453-1 du code du travail modifié par Décret n°2016-660 du 20 mai 2016 dispose <<Les parties se défendent elles-mêmes. Elles ont la faculté de se faire assister ou représenter.>>

L'article Article R1453-2 du code du travail (modifié par Décret n°2017-1698 du 15 décembre 2017) dispose:

<<Les personnes habilitées à assister ou à représenter les parties sont :

- 1° Les salariés ou les employeurs appartenant à la même branche d'activité ;
- 2° Les défenseurs syndicaux ;
- 3° Le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin ;
- 4° Les avocats.

L'employeur peut également se faire assister ou représenter par un membre de l'entreprise ou de l'établissement fondé de pouvoir ou habilité à cet effet.

Le représentant, s'il n'est pas avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial. Devant le bureau de conciliation et d'orientation, cet écrit doit l'autoriser à concilier au nom et pour le compte du mandant, et à prendre part aux mesures d'orientation.>>

fiche ministère 2016 La procédure prud'homale : l'assistance et la représentation

La suppression de l'obligation de comparution personnelle

L'article R. 1453-1 dispose désormais que « les parties se défendent elles-mêmes. Elles ont la faculté de se faire assister ou représenter ». Elles comparaissent donc à leur choix en personne ou représentées et n'ont plus à justifier d'un motif légitime pour être représentées, ce qui constitue un alignement sur le droit commun applicable en procédure orale. Le choix d'un représentant ne peut donc faire obstacle au déroulement de la procédure, et notamment de la séance de conciliation et d'orientation.

La suppression de l'obligation de comparution personnelle s'applique immédiatement, c'est-à-dire aussi bien aux instances introduites à compter de la publication du décret que celles déjà pendantes.

Cela ne fait pas obstacle à ce que le bureau de conciliation et d'orientation décide d'entendre les parties « en personne » (article R 1454-1), le bureau de jugement disposant également de ce pouvoir, conformément aux articles 184 et suivants du code de procédure civile.

Le mineur

- Le mineur n'est pas représenté mais ASSISTE par son représentant légal, père, mère ou tuteur. Il appartient au représentant légal de justifier de sa qualité à l'audience en produisant des documents tels que le livret de famille, la décision de tutelle...
- S'il ne peut être assisté d'un représentant légal, le mineur peut être autorisé par le conseil de prud'hommes à agir seul devant lui.

Le mineur émancipé

L'émancipation est l'acte par lequel un mineur est juridiquement assimilé à un majeur et peut normalement accomplir seul les actes nécessitant la majorité légale

Un mineur est émancipé automatiquement par le mariage, quel que soit son âge

Le mineur émancipé n'est plus sous l'autorité de ses père et mère. Il est capable, comme un majeur de tous les actes de la vie civile.

Le majeur protégé

Un « majeur protégé » est une personne majeure, qu'une altération des facultés mentales ou physiques met dans l'impossibilité de pourvoir seul à ses intérêts, et qui, en conséquence, est placé sous un régime de tutelle, de curatelle ou de sauvegarde de justice par le juge des tutelles.

Le majeur sous tutelle est représenté de manière continue dans tous les actes de la vie civile, par son tuteur

Le majeur sous curatelle doit être assisté par son curateur pour agir ou se défendre devant le CPH,

La personne placée sous sauvegarde de justice conserve sa capacité juridique et la libre gestion de ses intérêts patrimoniaux, elle peut donc agir ou se défendre devant le CPH.

La jurisprudence envigueur avant le décret du 20 mai 2016

Exception

Les parties peuvent se faire représenter si elles ont un motif légitime d'absence le jour de l'audience.

➤ Il appartient au juge, selon les circonstances de l'espèce, d'apprécier souverainement si le motif invoqué peut constituer une raison légitime de non comparution en personne. Cependant, le juge n'a pas à rechercher d'office si une partie a un motif légitime de non comparution (Cass. soc., 8 oct. 1981 : Bull. civ. V, n° 773).

➤ Le pouvoir souverain d'appréciation du juge ne dispense pas ce dernier de motiver expressément la décision, dans laquelle on doit trouver la vérification et la constatation du motif allégué comme excuse légitime (Cass. soc., 10 oct. 1940: DH 1940, p. 211. – 15 janv. 1959 : JCP G 1959, II, 11055, note F. D).

➤ Le pouvoir donné à un avocat de représenter la personne morale ne suffit pas à justifier la non-comparution du représentant légal (Cass. soc., 6 juill. 1978 : Bull. civ. 1978, V, n° 577. – CA Paris, 10 mai 1976 : Gaz. Pal. 1976, 1, p. 42).

Apprécia-tion

Il appartient aux conseillers prud'hommes qui tiennent l'audience d'apprécier souverainement la légitimité du motif d'absence (et non au président tout seul). Les conseillers usent de leur pouvoir discrétionnaire d'administration lorsqu'ils examinent un motif légitime.

➤ En acceptant que la société soit représentée par un avocat du barreau, la cour d'appel a implicitement mais nécessairement admis, conformément à l'article R.516-4 du code du travail, l'existence d'un motif légitime justifiant la non comparution du mandataire social (Cass. Soc 14/1/98 n°169D - Trav. Et Protec. Soc.Ed. Jurisclasseur 1999 p.190).

➤ Le conseil de prud'hommes peut, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, estimer que la présence d'un avocat implique l'existence d'un motif légitime (Cass. soc., 11 déc. 1991 : Cah. soc. Barreau 1992, 27, s. 17).

La constatation de la qualité du représentant du demandeur doit être formulée lors de l'audience

➤ Puisqu'il ne résulte pas du jugement ou des pièces de la procédure que l'avocat qui représentait l'employeur ait contesté, alors qu'il était à même de le faire, la qualité de la personne représentant le demandeur; la constatation ultérieure de cette qualité était tardive et ne saurait être accueillie. (Cass. Soc. 12/03/91 - Cah.Prud'h n°1 - 2000 p.2).

L'application de l'article R1453-2 du code du travail (ex article R. 516-5) est impérative et n'a pas à être motivée

➤ En énonçant que le père du demandeur, bien que muni d'un pouvoir ne pouvait représenter son fils, le Conseil de Prud'hommes n'a fait que se conformer aux dispositions de l'article R. 516-5 du Code du Travail qui énumère limitativement les personnes habilitées à assister ou à représenter les parties en matière prud'homale. (Cass. Soc. 11/05/93 Cah.Prud'h n°1 - 2000 p2).

Personnes qui peuvent représenter

Les personnes habilitées à assister ou à représenter les parties en matière prud'homale sont définies par l'article R1453-2 du code du travail : 1° Les salariés ou les employeurs appartenant à la même branche d'activité ; 2° Les défenseurs syndicaux; 3° Le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin ; 4° Les avocats. L'employeur peut également se faire assister ou représenter par un membre de l'entreprise ou de l'établissement fondé de pouvoir ou habilité à cet effet. Si l'entreprise est en état de redressement ou de liquidation judiciaire, le salarié qui saisit le conseil des prud'hommes pour faire reconnaître sa créance peut se faire assister ou représenter par le représentant des salariés (désigné selon les conditions de l'article 10 de la loi).

Personnes qui peuvent représenter

Une partie n'est admise à se faire représenter que par une seule des personnes physiques ou morales, habilitées par la loi (art. 414 du Code de procédure civile).

jurisprudence en vigueur avant le décret du 20 mai 2016

⚡ Il n'est pas nécessaire que la partie assistée ou représentée soit membre de la même organisation syndicale que le délégué ou même membre d'un syndicat, ni que le délégué appartienne à la même branche d'activité que la partie qu'il assiste ou représente. En outre, aucune limite territoriale n'est fixée par l'article R.516.5 du code du travail pour l'activité du délégué (Cass. Soc. 16/11/95 Bull. 95 V n° 301).

⚡ Le délégué syndical doit être membre cotisant du syndicat et non salarié de celui-ci : "si les délégués permanents des organisations syndicales ouvrières ou patronales, qui peuvent assister ou représenter les parties en matière prud'homale, doivent être membres de l'organisation syndicale qui les a délégués, et non salariés de celle-ci, l'article R.516.5 du code du travail n'exige pas que la partie assistée ou représentée soit membre de la même organisation syndicale ou membre d'un syndicat. Le salarié représenté ou assisté n'a donc pas à justifier de son appartenance syndicale" (Cass. Soc. 26 septembre 1990 - Cah. Soc. du Barreau de Paris n° 24).

⚡ Le délégué d'un syndicat est habilité à représenter ou assister les parties en matière prud'homale même s'il est retraité. (C.P.H.de Mont-de-Marsan, sect.commerce, 04/05/06, n° 05/00003).

⚡ Une cour d'appel, qui relève qu'il résulte des statuts d'une association que peut faire partie de celle-ci « tout salarié, quel que soit le type de son travail ou sa branche d'activité », décide à bon droit que, cette association ne répondant pas aux conditions exigées par l'article L. 411-2 du Code du travail, son délégué ne peut être considéré comme un délégué d'une organisation syndicale habilitée, au sens de l'article R. 516-5 du code du travail, à assister ou représenter une partie devant la juridiction prud'homale. (Cass. Soc. 08/10/96 - Bull. 96 V n° 316).

Le salarié habilité à représenter l'employeur doit être titulaire d'un contrat de travail réel

⚡ N'a pas la qualité de membre de l'entreprise au sens de l'article R. 516-5 du code du travail, et n'est donc pas habilitée à assister ou à représenter l'employeur en matière prud'homale, la personne qui, sous le couvert de contrats de travail épisodiques, n'intervient que pour représenter l'entreprise en justice. (Cass. Soc. 12/04/95 - Bull. 95 V n° 135).

⚡ Aucune disposition légale ou réglementaire ne subordonne la possibilité pour le délégué d'une organisation syndicale d'assister une partie, à la condition que ce délégué appartienne à la même branche d'activité. (Cass. Soc. 08/11/90 - Bull. 90 V n° 535).

Pouvoir

L'ALINÉA 1 DE L'ARTICLE 416 DU CPC dispose:

<<Quiconque entend représenter ou assister une partie doit justifier qu'il en a reçu le mandat ou la mission. L'avocat est toutefois dispensé d'en justifier.>>

Le dernier alinéa de l'article R1453-2 Modifié par Décret n°2016-660 du 20 mai 2016 dispose:

<< - Le représentant, s'il n'est pas avocat, doit justifier d'un pouvoir spécial. Devant le bureau de conciliation et d'orientation, cet écrit doit l'autoriser à concilier au nom et pour le compte du mandant, et à prendre part aux mesures d'orientation. >>

Il appartient aux conseillers prud'hommes de s'assurer à l'audience que le mandataire a effectivement reçu un pouvoir.

⚡ Le directeur général d'une société anonyme peut agir au nom de celle-ci au même titre que le président du conseil d'administration (Cass. ass. plén., 18 nov. 1994 : Bull. civ. 1994, ass. plén., n° 6),

⚡ Le directeur, doit être muni d'un pouvoir spécial (Cass. soc., 19 nov. 1997 : Bull. civ. 1997, V, n° 388),

⚡ Celui qui représente une personne morale en justice doit être muni d'un pouvoir spécial (Cass. soc., 3 déc. 1956 : Bull. civ. 1956, IV, n° 926. - Cass. soc., 22 févr. 1965 : Gaz. Pal. 1965, 1, p. 157)

⚡ Si en vertu des dispositions de l'article R.516.5 du code du travail, un salarié ou un membre de l'entreprise peut en matière prud'homale valablement représenter l'employeur, il doit conformément aux prescriptions de l'article 416 du Nouveau code de procédure civile, justifier qu'il a reçu de l'employeur le mandat ou la mission. La personne qui se présente donc devant le bureau de conciliation doit remettre un pouvoir écrit émanant du représentant légal de la société. A défaut, encourent l'annulation les procès-verbaux de conciliation partielle signés par cette personne, s'agissant d'une irrégularité de fond affectant la validité des actes. (Cass.Soc. 5/3/92 Tables Quinquennales 91/95 des Cahiers Prud'homaux n° 1423 page 157).

Le pouvoir ne doit pas être rédigé en termes généraux

⚡ Un pouvoir, rédigé en termes généraux, et qui ne comporte aucune mention relative à la date de la décision attaquée et à la juridiction qui l'a rendue, ne satisfait pas aux exigences de l'article 984 du Nouveau code de procédure civile.

Tel est le cas du mandat donné aux fins de représenter les mandants «en toutes démarches judiciaires et légales» qu'ils pourraient être amenés à accomplir. (Cass. 1^{ère} Civ. 23/11/00 - Bull. 00 - I - n° 302).

⚡ Aux termes de l'article 117 du code de procédure civile, constitue une irrégularité de fond affectant la validité de l'acte le défaut de pouvoir d'une partie ou d'une personne figurant au procès comme représentant d'une personne morale. (C.A. Agen (1^{ère} Ch.), 7/11/05 - R.G. n° 04/00989. BICC 665 n°1475).

L'obligation de convoquer

⚡ La convocation doit être adressée au justiciable lui-même s'agissant d'une procédure sans représentation obligatoire. **Aucune disposition légale ne prévoit qu'une autre convocation doive être adressée au conseil de la partie** (Cass. Soc. 13/11/96 - Bull. 96 V n° 384 & - Cah.Prud'homaux. n°6 - 1997 p. 99).

⚡ Aucune disposition ne prévoit, dans la procédure sans représentation obligatoire, qu'une convocation soit adressée au conseil des parties. (2^{ème} Civ. - 12 octobre 2006 N° 05-15.690.- BICC 654 n°147).

Respect de l'impartialité

Au nom des principes fondamentaux, et de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme relatif à l'exigence d'un tribunal indépendant et impartial, la Cour de cassation dans un arrêt fondamental du 3 juillet 2001 interdit aux conseillers prud'hommes d'exercer une mission d'assistance ou un mandat de représentation devant le conseil dont il est membre.

⚡[...] Vu l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;

Attendu que toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue par un tribunal indépendant et impartial; que cette exigence implique qu'un conseiller prud'homme n'exerce pas de mission d'assistance ou de mandat de représentation devant le conseil de prud'hommes dont il est membre; Attendu que dans le litige opposant M. Bonnaffé à Mme Ducrocq cette dernière était représentée à l'audience par son époux membre de la juridiction prud'homale saisie; Qu'en statuant dans ces conditions, le conseil de prud'hommes a violé le texte susvisé;

PAR CES MOTIFS: CASSE ET ANNULE dans toutes ses dispositions, le jugement rendu le 3 mars 1999, entre les parties, par le conseil de prud'hommes de Lille ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit jugement et, pour être fait droit, les renvoie devant le conseil de prud'hommes de Roubaix. (Cass. soc., 3 Juillet. 2001, n 99-42.735 P+B 1^{er} octobre 2001 n°1044 p.6 Bull 01 V N° 247).

⚡ En vertu de l'article 6.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue par un tribunal indépendant et impartial. Cette exigence implique qu'un conseiller prud'homme n'exerce pas de mission d'assistance ou de mandat de représentation devant le conseil de prud'hommes dont il est membre (Cass. Soc.02/02/05 n°03-40271 - Jurisp.Soc.Lamy n° 167 p.26).

⚡ Il résulte des dispositions de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales que toute personne a le droit d'être jugée par un tribunal indépendant et impartial. Par conséquent, un conseiller prud'homme ne peut exercer de mission d'assistance ou de mandat de représentation devant le conseil de prud'hommes dont il est membre. C.A. Paris (18^e Ch., sect. D.), 5 novembre 2002. N° 02-684 BICC 569 n°66).

⚡ L'exigence d'un tribunal indépendant et impartial imposée par l'article 6, § 1, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales interdit qu'un conseiller prud'homal en fonction de l'introduction de l'instance puisse représenter ou assister une partie devant le conseil de prud'hommes auquel il appartient. La juridiction appelée à statuer sur le litige ayant été saisie par l'un de ses membres agissant en qualité de mandataire d'une partie au litige, la procédure était entachée de nullité et aucune régularisation n'était possible. (Cass. soc., 24 sept. 2008, n 07-41.383 P + B Semaine Soc.Lamy n° 1272).

L'absence du demandeur

<u>Principe</u>	Devant le bureau de conciliation, le demandeur doit comparaître personnellement ou se faire représenter par une des personnes énumérées à l'article R.1453-2 du code du travail (munie d'un pouvoir écrit sauf l'avocat) : "1° Les salariés ou les employeurs appartenant à la même branche d'activité ; 2° Les défenseurs syndicaux; 3° Le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin; 4° Les avocats. L'employeur peut également se faire assister ou représenter par un membre de l'entreprise ou de l'établissement.
<u>Constat</u>	Les conseillers prud'hommes constatent l'absence du demandeur et s'assure de l'existence ou de l'absence d'un motif. Si le motif est légitime, l'affaire est renvoyée à une prochaine audience.

Absence en audience du bureau de conciliation & d'orientation

<u>Texte</u>	L'article R1454-12 du code du travail (Modifié par Décret n°2016-660 du 20 mai 2016) dispose <<Lorsque au jour fixé pour la tentative de conciliation le demandeur ne comparaît pas sans avoir justifié en temps utile d'un motif légitime, il est fait application de l'article L. 1454-1-3, sauf la faculté du bureau de conciliation et d'orientation de renvoyer l'affaire à une audience ultérieure du bureau de jugement. Le bureau de conciliation et d'orientation peut aussi déclarer la requête et la citation caduques si le défendeur ne sollicite pas un jugement sur le fond. La déclaration de caducité peut être rapportée dans les conditions de l'article 468 du code de procédure civile.
<u>Conséquences</u>	<u>SI AUCUN MOTIF LÉGITIME N'EXISTE</u> L'article R. 1454-12 prévoit que si le demandeur ne comparaît pas sans avoir justifié en temps utile d'un motif légitime, le bureau de conciliation et d'orientation a trois possibilités : ■ - JUGER L'AFFAIRE, ainsi que le permet l'article L. 1454-1-3. Cela suppose que le défendeur le demande et qu'il justifie avoir communiqué ses pièces et moyens au demandeur non comparant. En application de l'article 468 du code de procédure civile, le jugement sera alors contradictoire; ■ - RENVOYER L'AFFAIRE à une audience ultérieure du bureau de jugement statuant en formation restreinte. Cette faculté, conforme au droit commun de l'article 468 précité, est une mesure d'administration judiciaire ; ■ - DÉCLARER LA REQUÊTE CADUQUE (ou la citation, lorsqu'une assignation a été délivrée). La décision de caducité est, en application de l'article R. 1454-26, notifiée aux parties par lettre recommandée avec avis de réception. La caducité peut être rapportée dans les conditions de l'article 468 précité, c'est-à-dire << si le demandeur fait connaître au greffe dans un délai de quinze jours le motif légitime qu'il n'aurait pas été en mesure d'invoquer en temps utile >>. Dans ce cas, le greffe avise par tous moyens le demandeur de la date de la nouvelle séance de conciliation. Le défendeur est quant à lui convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception .
<u>Ancienne caducité</u>	◇ Le demandeur absent pouvait réitérer sa demande sans forme particulière , il déposait une nouvelle demande au greffe. ◇ Si le demandeur avait fait l'objet de deux caducités, il pouvait réitérer une seconde fois sa demande <u>sur autorisation du bureau de conciliation</u> qui était saisi sans forme particulière. ◇ Si le bureau de conciliation constate qu'il n'a pu comparaître sur sa deuxième demande par suite d'un cas fortuit, sa demande était recevable. Il était procédé à une tentative de conciliation. Dans le cas contraire, sa demande était irrecevable devant le conseil de prud'hommes. Il n'était pas procédé à une tentative de

Absence du demandeur devant le bureau de jugement

<u>Texte</u>	L'article R. 1454-21 du code du travail prévoit que << Dans le cas ou, sans motif légitime, le demandeur ne comparaît pas devant le bureau de jugement, il est fait application de l'article 468 du code de procédure civile. Si après avoir été prononcée, la déclaration de caducité est rapportée, le demandeur est avisé par tous moyens de la date d'audience devant le bureau de jugement, à laquelle le défendeur est convoqué par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. >> L'article 468 du code de procédure civile dispose : <<Si, sans motif légitime, le demandeur ne comparaît pas, le défendeur peut requérir un jugement sur le fond qui sera contradictoire, sauf la faculté du juge de renvoyer l'affaire à une audience ultérieure. Le juge peut aussi, même d'office, déclarer la citation caduque. La déclaration de caducité peut être rapportée si le demandeur fait connaître au greffe dans un délai de quinze jours le motif légitime qu'il n'aurait pas été en mesure d'invoquer en temps utile. Dans ce cas, les parties sont convoquées à une audience ultérieure.>>
<u>Alternative</u>	Il en résulte qu'en cas de non comparution du demandeur devant le bureau de jugement: ■ - le défendeur peut requérir un jugement sur le fond qui sera contradictoire. Cela suppose cependant que le bureau de jugement s'assure que les prétentions du défendeur ont été préalablement notifiées au demandeur ; ■ - le bureau de jugement peut, même d'office, déclarer caduque la requête (ou la citation lorsque l'instance a été introduite par assignation). La déclaration de caducité peut être rapportée si le demandeur fait connaître au greffe dans un délai de quinze jours le motif légitime qu'il n'aurait pas été en mesure d'invoquer en temps utile. La spécificité est que le demandeur est alors avisé par tous moyens et le défendeur convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'article R. 1454-21 s'applique que l'affaire ait été transmise par le bureau de conciliation et d'orientation (le demandeur ayant par hypothèse comparu) ou qu'elle relève d'un cas de saisine directe du bureau de jugement.
<u>Ancienne règle</u>	Est donc supprimée la règle antérieure selon laquelle, lorsque le bureau de jugement déclare la citation caduque, la demande peut être renouvelée une fois. Désormais, en cas de caducité, l'instance ne peut être reprise qu'à condition que le demandeur justifie d'un motif légitime d'absence justifiant que la déclaration de caducité soit rapportée.
<u>Constat et conséquence</u>	Le bureau de jugement constate l'absence du demandeur et se prononce pour l'une des solutions suivantes: ★ soit un jugement contradictoire sur le fond (à la requête du défendeur) qui tranche le litige ★ soit le renvoi de l'affaire à une audience ultérieure ★ soit la caducité qui éteint l'instance (art. 385 du code de procédure civile).
<u>Recours : En cas de caducité</u>	La déclaration de caducité peut être rapportée si le demandeur fait connaître au greffe dans un délai de quinze jours le motif légitime qu'il n'aurait pas été en mesure d'invoquer en temps utile. Dans ce cas, les parties sont convoquées à une audience ultérieure (art. 468 du code de procédure civile). ↳ Aux termes de l'article 407 du code de procédure civile et R.516-16 du code du travail, la décision qui constate la caducité de la citation peut être rapportée, en cas d'erreur par le juge qui l'a rendue. En conséquence, le pourvoi en cassation n'est ouvert qu'à l'encontre de la décision du bureau de conciliation du conseil de prud'hommes qui refuse de rétracter une décision constatant la caducité de sa saisine et non contre la décision constatant la caducité (Cass.Soc 18/05/2005 n°02-46.947 & 02-46.948 BICC 625 N°1656). ↳ Il ne peut être relevé appel que de la décision qui refuse de rétracter un jugement constatant la caducité d'une citation. Viole l'article R1454-21 [ex art.R. 516-26-1] du code du travail la cour d'appel qui déclare recevable l'appel d'un salarié à l'encontre d'un jugement de caducité dont il s'était abstenu de solliciter la rétractation, comme il en avait la faculté. (Soc. - 23 mai 2007. BICC 668 n°1988).
<u>Jugement sur le fond</u>	Le jugement rendu à la requête du demandeur lorsque le demandeur est absent est un jugement contradictoire. La voie de recours ouverte est soit l'appel, soit le pourvoi selon que le jugement est en premier ou en dernier ressort.

L'absence du défendeur devant le bureau de conciliation & d'orientation

Principe Nulle partie ne peut être jugée sans avoir été entendue ou appelée (art.14 du code de procédure civile).
 Tout défendeur à un procès doit avoir eu connaissance de la date de l'audience et des demandes formulées.
La partie défaillante doit être avisée des demandes présentées pour la première fois à l'audience par son adversaire. (Cass. Soc. 19/06/86 - Bull. 86 V n°326).

Texte L'absence du défendeur devant le bureau de conciliation est régie par l'article R1454-13 du code du travail (Modifié par Décret n°2016-660 du 20 mai 2016 qui dispose: <<Lorsque au jour fixé pour la tentative de conciliation, le défendeur ne comparait pas sans avoir justifié en temps utile d'un motif légitime, il est fait application de l'article L. 1454-1-3. Le bureau de conciliation et d'orientation ne peut renvoyer l'affaire à une audience ultérieure du bureau de jugement que pour s'assurer de la communication des pièces et moyens au défendeur.>>

Apport de la loi macron L'article L. 1454-1-3 du code du travail dispose:<<Si, sauf motif légitime, une partie ne comparait pas, personnellement ou représentée, le bureau de conciliation et d'orientation peut juger l'affaire, en l'état des pièces et moyens que la partie comparante a contradictoirement communiqués.
 « Dans ce cas, le bureau de conciliation et d'orientation statue en tant que bureau de jugement dans sa composition restreinte mentionnée à l'article L. 1423-13.>>

Motif légitime Si le défendeur a fait connaître son motif légitime :
 - avant l'audience par courrier, télégramme, télécopie ou téléphone, courriel,
 - ou bien à l'audience par la présentation d'un mandataire,
 Les conseillers apprécient le motif légitime et renvoient l'affaire à une prochaine audience de conciliation

Les parties peuvent se faire représenter.
Le dépôt de dossier n'est pas de nature à suppléer le défaut de comparution (Cass. 2^{ème} civ., 26/10/94 : Bull. civ. II, n° 205).
Les conclusions écrites ne sont donc prises en compte que si elles sont déposées ou réitérées par une partie comparante (Cass. soc., 12 avr. 1995 : RJS 1995, n° 551, p. 367).

Nouvelle convocation Les parties sont convoquées à la nouvelle audience par lettre simple qui est expédiée par le greffe (en application de l'alinéa 2 de l'article R1454-13 du code du travail).

Défendeur non joint Si le défendeur n'a pas été joint pour les raisons suivantes :
 - accusé de réception non revenu au greffe,
 - lettre revenue avec la mention "n'habite pas à l'adresse indiquée".
 Il faut convoquer à nouveau le défendeur (le cas échéant à la nouvelle adresse que doit indiquer le demandeur) soit par lettre recommandée avec accusé de réception et lettre simple, soit par acte d'huissier de justice (à la charge du demandeur, dans un délai de six mois).
 -Si la lettre est revenue avec la mention "non réclamée". Il convient de faire citer par huissier de justice.
 Le 3^{ème} alinéa de l'article R1454-13, qui précisait qu'il fallait reconvoquer lorsque le "défendeur n'avait pas été joint sans faute de sa part" a été supprimé.

Défendeur régulièrement convoqué La convocation est régulière :
 ◆ Si l'accusé de réception est revenu signé
 ◆ Si le justiciable a été cité par acte d'huissier de justice.

Le 3^{ème} alinéa de l'article R1454-13, qui précisait qu'il fallait reconvoquer lorsque le "défendeur n'avait pas été joint sans faute de sa part" a été supprimé.

Même en l'absence du défendeur régulièrement convoqué, l'affaire peut être examinée. L'article R1454-14 du code du travail dispose: "Le bureau de conciliation peut, en dépit de toute exception de procédure et même si le défendeur ne se présente pas, ordonner :.../..."
 ■ Le bureau de conciliation et d'orientation peut juger l'affaire, en l'état des pièces et moyens que la partie comparante a contradictoirement communiqués. Dans ce cas, le bureau de conciliation et d'orientation statue en tant que bureau de jugement dans sa composition restreinte (Art. L. 1454-1-3 du code du travail).
 Toutefois, le bureau de conciliation ne pourra examiner que les chefs de demande qui figurent sur la convocation.
 Toute demande nouvelle doit être notifiée au défendeur avant l'audience pour pouvoir être examinée en son absence.

L'absence du défendeur devant le bureau de jugement

Principe

Nulle partie ne peut être jugée sans avoir été entendue ou appelée (art. 14 du code de procédure civile).

A moins qu'elles ne l'aient été verbalement avec émargement au dossier, les parties sont convoquées devant le bureau de jugement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée par le secrétariat-greffe qui envoie le même jour aux parties une copie de la convocation par lettre simple.

La convocation indique les nom, profession et domicile des parties, les lieu, jour et heure de l'audience ainsi que les points qui demeurent en litige.
⚡ *La partie défaillante doit être avisée des demandes présentées pour la première fois à l'audience par son adversaire.* (Cass. Soc. 19/06/86 - Bull. 86 V n°326).

Texte

L'absence du défendeur devant le bureau de jugement est régie par les articles 471 et 472 du code de procédure civile et R1454-19 et R1454-20 (ex art.R.516.26) du code du travail.

Art.471 du code de procédure civile . *Le défendeur qui ne comparait pas peut, à l'initiative du demandeur ou sur décision prise d'office par le juge, être à nouveau invité à comparaître si la citation n'a pas été délivrée à personne.*

"La citation est, sauf application des règles particulières à certaines juridictions,

réitérée selon les formes de la première citation. Le juge peut cependant ordonner qu'elle sera faite par acte d'huissier de justice lorsque la première citation avait été faite par le secrétaire de la juridiction. La nouvelle citation doit faire mention, selon le cas, des dispositions des articles 472 et 473 ou de celles de l'article 474, alinéa 2."

Le juge peut aussi informer l'intéressé, par lettre simple, des conséquences de son abstention.

Art. 472 du code de procédure civile . *Si le défendeur ne comparait pas, il est néanmoins statué sur le fond. Le juge ne fait droit à la demande que dans la mesure où il l'estime régulière, recevable et bien fondée.*

Article R1454-19 du code du travail : " A moins qu'elles ne l'aient été verbalement avec émargement au dossier, les parties sont convoquées par le greffe devant le bureau de jugement par lettre recommandée avec avis de réception. Le greffe leur adresse le même jour une copie de la convocation par lettre simple.

La convocation indique :

1° Les nom, profession et domicile des parties ;

2° Les lieu, jour et heure de l'audience ;

3° Les points qui demeurent en litige.

Article R1454-20 du code du travail Modifié par Décret n°2016-660 du 20 mai 2016 - art. 17

Lorsque le défendeur ne comparait pas le jour de l'audience du bureau de jugement, il est statué sur le fond. Toutefois, si le défendeur a justifié en temps utile d'un motif légitime, il est avisé par tous moyens de la prochaine audience du bureau de jugement.

⚡ *Viola l'article 14 du code de procédure civile selon lequel nulle partie ne peut être jugée sans avoir été entendue ou appelée, le conseil de prud'hommes qui condamne un employeur au paiement de diverses sommes sans l'avoir convoqué devant le bureau de jugement* (Cass.Soc. 2/6/92 Bull. 92 V n°364).

⚡ *La partie qui, bien que régulièrement convoquée, n'a pas comparu à l'audience tenue par le bureau de jugement du conseil de prud'hommes ne saurait se prévaloir de sa propre défaillance pour reprocher à celui-ci, qui n'était pas tenu de renvoyer l'affaire à une audience ultérieure ni, à défaut, de réouvrir les débats, d'avoir fondé sa décision sur des éléments régulièrement fournis par l'autre partie.* (Cass. Soc. 19/06/86 - Bull. 86 V n°325).

Motif légitime

Si le défendeur a fait connaître son motif légitime : ♦ avant l'audience (par courrier, télécopie, courriel...) ♦ ou bien à l'audience par la présentation d'un mandataire, les conseillers apprécient le motif légitime et acceptent ou non de renvoyer l'affaire.

⚡ *Le dépôt de dossier n'est pas de nature à suppléer le défaut de comparution* (Cass. 2^{ème} civ., 26/10/94 : Bull. civ. II, n° 205).

⚡ *Les conclusions écrites ne sont donc prises en compte que si elles sont déposées ou réitérées par une partie comparante* (Cass. soc., 12 avr. 1995 : RJS 1995, n° 551, p. 367).

Nouvelle convocation

▶ Si les conseillers acceptent le motif énoncé dans le courrier, le fax ..., ils fixent la date de renvoi. Les parties sont convoquées à la nouvelle audience (la partie présente devant le bureau de jugement peut être convoquée par émargement au dossier avec remise d'un bulletin).

▶ Si les conseillers ne retiennent pas la motif d'absence, l'affaire est retenue.

Défendeur non joint

Si le défendeur n'a pas été joint pour les raisons suivantes :

♦ accusé de réception non revenu au greffe,

♦ lettre revenue avec la mention "n'habite pas à l'adresse indiquée" ou pli non réclamé

Il faut convoquer à nouveau le défendeur (le cas échéant à la nouvelle adresse que doit indiquer le demandeur) soit par lettre recommandée avec accusé de réception et lettre simple, soit par acte d'huissier de justice (à la charge du demandeur).

Défendeur régulièrement convoqué

♦ Si le défendeur a été convoqué par émargement au dossier.

♦ Si l'accusé de réception est revenu signé.

Le 3^{ème} alinéa de l'article R1454-13, qui précisait qu'il fallait reconvoquer lorsque le "défendeur n'avait pas été joint sans faute de sa part" a été supprimé.

♦ Si le défendeur a été cité par huissier de justice.

L'affaire peut être examinée. Le conseil de prud'hommes statue sur les éléments fournis par le demandeur. Toutefois, le bureau de jugement ne pourra examiner que les chefs de demande dont le défendeur a connaissance. Toute demande nouvelle doit être notifiée au défendeur avant l'audience pour pouvoir être examinée en son absence.

UNE CITATION PAR HUISSIER EST OBLIGATOIRE EN CAS DE RETOUR DU PLI DE CONVOCATION NON RÉCLAMÉ